

Les Uvéens en Nouvelle-Calédonie

Dominique Pechberty

Résumé

Plus de vingt mille personnes originaires de Wallis et Futuna vivent en Nouvelle-Calédonie. Leurs migrations ont commencé après la Seconde Guerre mondiale et se sont poursuivies au gré des fluctuations du cours du nickel. Quelles étaient les motivations de ces migrants? Ont-ils réussi à accomplir leur rêve d'ascension sociale? Comment leur présence est-elle perçue par les membres des autres communautés? Sont-ils parvenus à s'intégrer sans pour autant perdre leur identité? Cette immigration a-t-elle cessé? Autant de questions auxquelles nous tenterons de répondre dans cet article.

Abstract

More than twenty thousand people from Uvea and Futuna live in New Caledonia. Their migrations were made mainly after the Second World War and followed the fluctuations in nickel prices. What motivated these migrants? Have they realised their dream of upward social mobility? How do members of the other communities view their presence? Have they reached a stage of integration without having to lose their identity? Has this migration ended? This article attempts to answer questions such as these.

IL EXISTE EN NOUVELLE-CALÉDONIE, une communauté de Wallisiens (Uvéens) et Futuniens. Ils sont plus de vingt mille. Leur nombre croissant pose un problème pour les autres communautés. Quelles sont les raisons de leur migration? Leur rêve d'ascension sociale a-t-il été satisfait? Leur intégration a-t-elle été facile?

Les raisons de l'émigration

Les Uvéens de Nouvelle-Calédonie sont venus à la fin de la Seconde Guerre mondiale travailler dans les mines. Leur nombre s'est accru au fil des besoins en main d'œuvre pour culminer lors du boom du nickel. Par la suite la Nouvelle-Calédonie, par l'intermédiaire des établissements religieux, a accueilli les Uvéens qui poursuivaient leurs études. De nombreuses allées et venues ont eu lieu entre la Nouvelle-Calédonie et 'Uvéa et beaucoup d'Uvéens sont partis chercher un emploi ou poursuivre leurs études en Nouvelle-Calédonie, l'accueil familial et son système d'entraide en Nouvelle-Calédonie facilitant les premières démarches.

La pratique du *tavaka*, c'est à dire la possibilité de s'enfuir, de quitter l'île en pirogue à tout moment, qui avait toujours existé autrefois dans les îles du pacifique, était une façon de réguler la population, de permettre aux marginaux et victimes potentielles des sacrifices humains d'échapper à la mort en découvrant la liberté sur d'autres îles. Une partie du peuplement des diverses îles s'est effectuée sur ce principe. Mais en 1837, l'arrivée des missionnaires catholiques à 'Uvéa limite cette possibilité de fuite. Soucieux de contrôler entièrement les esprits de ses fidèles, le Père Bataillon préfère éviter leurs allées et venues. Une entorse est faite à cette loi cependant lorsqu'il s'agit d'envoyer des séminaristes se former à Nouméa ou en Australie.

Dès 1900, les pays alentour, qui ont besoin de main d'œuvre, sollicitent les autorités de 'Uvéa et le résident Chauffaud n'y est pas opposé. Quelques tentatives sont envisagées en 1913, au profit de Tahiti et, en 1920, la société Hagen recrute une vingtaine de travailleurs pour Nouméa. L'administration, la mission et le roi refusent ensuite de nouvelles expériences par crainte du retour d'individus rapportant des idées contestataires. Cependant depuis 1890, un besoin de main d'œuvre existait en Nouvelle-Calédonie pour la mine et l'agriculture. Finalement, le plus gros contingent à partir fut celui recruté par

les bases américaines de Nouvelle-Calédonie en 1943. Ils souhaitent trois cent personnes mais Monseigneur Poncet y fit obstacle afin que, seuls, des célibataires « vrais volontaires » partent. Cent cinquante hommes seulement dont une trentaine de Futuniens partirent en Nouvelle-Calédonie. Mais dès 1946, à la fin de la guerre, le problème se pose à nouveau. Le gouverneur de Nouvelle-Calédonie et les employeurs potentiels sollicitent le roi, la mission et l'administration. En 1947, le roi Pelenato Fuluhea pose trois conditions à ce départ éventuel de travailleurs qu'il adresse au gouverneur Parisot de Nouvelle-Calédonie.

- L'envoi par chaque employeur d'une prime de 250 francs à titre de « récompense pour roi et chefs » pour chaque employé.
- La constitution à Nouméa d'un pécule de 200 francs par mois, retenu sur le salaire de chaque employé et versé en fin de contrat.
- Les contrats ne pourraient excéder trois ans pour chaque employé.

Monseigneur Poncet s'assure que toutes les mesures d'accueil nécessaires seront prises et veille au respect des personnes employées.

En 1955, l'émigration familiale est facilitée pour éviter les problèmes familiaux. Elle se poursuit avec grand succès et ira en s'amplifiant surtout lors du « boom du nickel ». Cette situation arrange les pays demandeurs comme la Nouvelle-Calédonie. C'est la fin des contrats de recrutements avec l'Indochine et les Indes Néerlandaises (Java). Les sociétés Ouaco Ballande demandent de la main d'œuvre pour leurs stations d'élevage et les colons des Nouvelles-Hébrides, aujourd'hui le Vanuatu, pour leurs plantations.

Les résidents de 'Uvéa de leur côté sont tout à fait favorables à l'émigration. Elle permet de relâcher la pression démographique à 'Uvéa dont le taux moyen de croissance est de 2,5% par an, d'occuper les jeunes générations (Angleviel, 1989) et d'assurer des revenus aux familles dans une île ruinée.

En effet durant la présence des Américains de juin 1942 à juin 1944, la plus grande euphorie règne sur l'île. Pendant deux ans, les soldats américains sont au nombre de quatre mille en moyenne alors que la population locale n'excède pas cinq mille personnes. L'économie traditionnelle de l'île subit des transformations. Le coprah, peu rentable à cause des attaques de l'oryctes

(parasite du cocotier),¹ est progressivement délaissé au profit d'autres activités en faveur des Américains. Les femmes s'engagent comme blanchisseuses, lingères, couturières. Les hommes, comme manœuvres. Beaucoup d'insulaires profitent du ravitaillement américain.

Les nouveautés de la société de consommation suscitent des désirs et les cultures traditionnelles mêmes sont négligées. Les autorités traditionnelles—mission, roi, administration—pâlissent face à la popularité des officiers et soldats américains. Cet enthousiasme des insulaires conduit même quelques-uns d'entre eux à demander le rattachement de 'Uvéa aux États-Unis. Mais cette demande reste sans suite. Tout l'ordre habituel qui régissait l'île est bouleversé mais à la fin des deux ans de liesse et de gaspillage, c'est le désenchantement.

Les gens sont désemparés car ils se retrouvent sans argent et toutes les structures traditionnelles sont désorganisées. Les résidents devant cette faillite réagissent en intimant aux insulaires le retour du travail sur ordre, comme la reprise de l'entretien des cocoteraies afin de limiter les atteintes de l'oryctes et de relancer l'exploitation du coprah. Ces excès de travail engendrent le mécontentement d'une grande partie de la population. C'est donc une bonne aubaine pour beaucoup d'Uvéens de pouvoir quitter leur île. D'autant plus que ceux qui sont partis en Nouvelle-Calédonie pendant la guerre se sont enrichis et en ont fait bénéficier leur entourage. L'armée également commence à recruter. Les appelés sont nombreux en 1947 et en 1949, mais on limite leur nombre par la suite car leur séjour apparaît peu profitable. Ils reviennent avec une « mauvaise mentalité ».

Quelques exemples de réussite sociale

Pour illustrer cette période de migration et la réussite sociale qui en a résulté pour certains Uvéens nous allons présenter le cas particulier de trois migrants: Sefo V., Malia T. et Pôtino F. L'un est un homme ordinaire, la deuxième est une jeune fille un peu marginale et le dernier, un exilé politique.²

Sefo V. est originaire de Ha'afuasia près du lac Kikila où sont logés une partie des soldats américains. Pendant leur séjour, son père travaille pour eux comme maçon et lui, comme blanchisseur. Il est bien payé. Il souhaite continuer à gagner sa vie comme salarié. Il n'a que dix-huit ans lorsqu'il quitte son île natale en 1949. Il désirait ardemment partir. Il s'était inscrit pour

s'engager dans l'armée mais son père avait rayé son nom. L'émigration est pour lui la seule solution.

Henri Lafleur sollicite auprès du roi l'envoi de quinze travailleurs. Finalement, on ne lui en envoie que douze. Leur voyage en bateau est payé par l'employeur. Sefo et ses compatriotes se rendent tout d'abord à Port-Vila aux Nouvelles-Hébrides, puis à Nouméa. De là, il est envoyé avec un autre Uvéen à la mine de manganèse de Sagra. Il travaille au fond de la mine, creuse pour en extraire le minerai et le charge sur des wagonnets, mais au bout de six mois de ce travail, un jour, un mauvais dynamitage ébranle le boisage et fait s'effondrer les galeries. Les deux chinois qui travaillaient avec lui sont écrasés sous les décombres. Il s'enfuit, frappe la cloche et grimpe dans le monte-charge pour retrouver l'air libre. Il décide que désormais il ne redescendra jamais plus au fond. Il sollicite son employeur pour qu'il lui offre un autre emploi en surface. L'employeur refuse et il ne lui donne pas sa paie car le mois est inachevé. Il part donc avec un employé chinois qui le dépose en Jeep à Koumac. Il est en compagnie d'un compatriote et tous deux doivent solliciter l'aide d'un vieil Uvéen qui leur sert d'interprète pour monter en car jusqu'à Boulouparis. Ils passent la journée à attendre le bus qui se rend à Thio. Là, on l'engage comme manœuvre de force. Il manie la pelle et la pioche pour transférer le minerai de nickel dans les camions. Il travaille huit heures d'affilée. Mais comme c'est un bon ouvrier il gravit rapidement les échelons. Il travaille à l'atelier puis il devient conducteur de pelle mécanique. En 1953, il gagne 4 000 francs CFP par mois. Ce qui selon lui est une bonne paie.

En 1973, il quitte Thio pour la Société Le Nickel (SLN) de Népoui, mais en 1983 cette mine ferme et il demande à se faire muter ailleurs. L'entreprise refuse et au bout de deux mois de revendications syndicales et un recours à l'inspection du travail, il part à la retraite anticipée avec une prime de 3,5 millions de francs CFP. Il décide alors de revenir à 'Uvéa car sa retraite est insuffisante pour lui permettre de vivre aisément à Nouméa. De plus à 'Uvéa, il n'y a pas d'impôt et il possède des terrains.

À Thio, il est logé avec quatre ou cinq autres compagnons dans un baraquement lorsqu'il est célibataire, puis dans un pavillon de bois lorsqu'il fonde une famille. On lui fournit gratuitement un terrain d'un hectare et demi où il peut planter toutes les cultures vivrières uvéennes traditionnelles:

ignames, taros, manioc, bananes, etc. Il y plante aussi quelques légumes européens: tomates, choux, oignons, haricots. Car si au début de son séjour, il considérait que cette nourriture était « celle des chevaux » et lui semblait insuffisante, sa famille et lui-même y ont pris goût désormais. Ces terrains sont prêtés par la mine à Thio et par l'administration à Népoui, puis ils sont restitués ensuite, lorsque les employés quittent la mine. Ils ont un économat où les prix sont concurrentiels. La mine fonctionne en autarcie. Il existe aussi une équipe de football qui défend les couleurs de l'entreprise minière. Sefo peut aussi se rendre en France car il bénéficie d'un voyage gratuit pour sa famille et lui-même mais il préfère garder l'équivalent en argent.

Au début de son séjour, le week-end, il se rend à Nouméa pour envoyer à ses parents et à ses frères et sœurs, des mandats, du linge et des colis contenant marmites et autres produits manufacturés que l'on ne trouve pas à 'Uvéa. Plus tard, sa famille viendra s'installer à Nouméa.

Vers 1955, Sefo rencontre à Thio son épouse Koleté H. Elle est venue pour s'occuper des enfants de sa sœur. C'est une Uvéenne dont le père est métis d'un Norvégien et d'une insulaire de Rotuma. Ils se sont connus lors d'un pique-nique familial à la plage. Ils ont ensemble neuf enfants qui tous ont trouvé un emploi salarié bien rémunéré: instituteurs, militaire, secrétaires, employés dans une banque et dans une compagnie aérienne. Ils ont acheté une maison à La Foa et l'ont mise en location.

Leur vie est donc celle de gens travailleurs: lui à la mine, elle auprès de ses enfants. Ils mènent une vie prospère, conforme au modèle occidental des salariés, fondée sur l'effort individuel. Cependant leur vie en Nouvelle-Calédonie n'est pas en rupture avec leurs traditions uvéennes. Ils ont gardé des contacts fréquents avec leur parenté restée sur l'île de 'Uvéa. Et ils ont transporté en Nouvelle-Calédonie leurs habitudes alimentaires, leurs coutumes familiales. Ils peuvent pratiquer encore les *fagona* (échanges de cadeaux pour les fêtes). Ils sont restés très pratiquants et leur chapelle est décorée de la même manière qu'à 'Uvéa.

D'ailleurs des prêtres et des coutumiers prennent en charge l'accueil des Uvéens et des Futuniens et s'efforcent de recréer l'ordre ancien au sein des communautés nouvelles. En effet, le nombre des migrants va rapidement augmenter (table 1).

**Table 1 Le Mouvement des Uvéens,
‘Uvéa–Nouvelle-Calédonie, 1951–1962**

	1951–1955	1955–1960	1961–1962
Départs de ‘Uvéa	800	1 916	1 079
Retours à ‘Uvéa	327	912	657
Perte nette	473	1 004	422

En 1969 les Uvéens et Futuniens représentent 6% de la population de Nouvelle-Calédonie. C’est le boom du nickel. En 1976, les ressortissants de ‘Uvéa et Futuna sont plus nombreux en Nouvelle-Calédonie qu’à ‘Uvéa même. Puis, la croissance de cette population faiblit, car c’est la période de lutte indépendantiste Kanak.

Les Uvéens et Futuniens se regroupent par communes et par quartiers, ce qui facilite l’accueil des nouveaux venus: Mont-Dore, Yahoue, La Conception, Saint-Louis, Robinson, Saint-Michel, La Coulée, le Vallon Dore, Païta et La Foa. La religion et la « coutume » les prennent en charge. En 1967, le père Sagato Iau est le représentant du Lavelua en Nouvelle-Calédonie. Il recrée en Nouvelle-Calédonie le même type d’organisation coutumière qu’à ‘Uvéa et Futuna. Le père Sagato aide à résoudre les problèmes rencontrés par des familles. Il assure les relations avec ‘Uvéa et Futuna, avec les autorités coutumières mélanésiennes et avec les autorités de Nouvelle-Calédonie (commune, territoire, province, état). Il n’y a pas de fenua et la possession de la terre répond au droit civil français.

Même si les *kâtoaga* et les cérémonies du *kava* lors des fêtes religieuses sont très rares, il y a des kermesses. Le Tiers Ordre de Marie est recréé. Koletu en fait partie. Elle participe aussi à une école biblique tenue par une Tahitienne qui aide le curé car l’église est excentrée du lieu où ils vivent. On ne pratique plus la coutume à la manière de Wallis mais on organise des fêtes avec les amis ou des fêtes familiales (communions, baptêmes, etc.) avec des *‘umu*.

Avec les Uvéens plusieurs ethnies (Mélanésien, Européen, quelques Asiatiques) cohabitent à la mine, mais Sefo et sa femme fréquentent surtout les Tahitiens qui aiment se retrouver pour faire la fête.

Le second personnage dont nous avons choisi de relater l’histoire est une femme, Malia T. Elle est née en 1932, de parents Uvéens et originaire des îles

Tokelau du côté de sa mère. Elle est la cadette de trois enfants. Elle a onze ans lors du séjour de l'armée américaine. Sa mère travaille comme couturière pour les soldats. Son père vit de l'agriculture et la pêche. Il possède une pirogue, un cheval et des terres agricoles à Muli, de l'autre côté de l'île. Ils vivent à Matā'utu. Malia fait ses études à Vila Malia à Matā'utu, puis comme elle est douée, elle continue sa formation à Sofala, à Lano chez les sœurs. Elle apprend à lire et à écrire en uvéen et un peu de latin. Ses études durent de sept à dix-sept ans. Sa mère, qui fait partie de la légion de Marie, avait fait un vœu alors qu'elle était enceinte pour la troisième fois. Elle avait promis à la Vierge qu'elle lui donnerait son enfant, si c'était une fille. Malia désire donc devenir religieuse. Les religieuses sont très satisfaites d'elle jusqu'au jour où elle décide de sortir du pensionnat pour aller faire ses adieux à son frère qui part pour l'armée.

Elle découvre un monde nouveau. Avec ses cousines, elle écoute les jeunes gens qui viennent leur faire la cour, le *mābolo*, en jouant de la guitare. On leur donne pour les remercier de leurs talents musicaux des dollars roulés comme des cigarettes qu'ils glissent derrière l'oreille. Elle ne veut plus retourner au couvent. Elle a changé d'idée et vient prévenir les religieuses, toutes surprises, qu'elle renonce à sa vocation. Elle se met à travailler comme femme de ménage chez un cadre administratif calédonien. Elle touche 50 francs par mois. Puis elle rencontre le père de son premier enfant. Elle est enceinte de sept mois quand elle met sa mère au courant. Elle refuse de se marier. Tout le monde se fâche chez elle, mais sa mère finit par s'occuper du bébé. Un an après, elle fréquente un militaire européen et tombe à nouveau enceinte. Le jeune homme veut l'emmener à Nouméa, mais sa mère ne veut pas. Sa mère s'occupe également du deuxième enfant. Son patron calédonien lui propose de venir travailler pour eux à Nouméa. Il lui paie le voyage. Son père meurt. Sa mère s'oppose à son départ, mais elle passe outre. Sa mère garde ses deux premiers enfants. À vingt ans, elle débarque à Nouméa. Elle touche cent cinquante francs par mois. Au bout de quelque temps, elle trouve un emploi chez un avocat.

À Nouméa, la plupart des femmes qui viennent de 'Uvéa arrivent pour rejoindre leur mari. En général se sont des mères au foyer. Malia, elle, travaille et vit seule. Travailler est très mal vu pour une femme par les autres Uvéennes. Seuls les Tahitiens acceptent que leurs femmes travaillent.

En 1956, elle rencontre son mari, Michel, un « demi » de Tahiti, au cours d'un week-end de fête religieuse, à la Saint Pierre et Paul, à Yaté où elle va voir son frère. Ses frères, sa mère et ses fils sont venus la rejoindre en Nouvelle-Calédonie. Michel travaille au barrage de Yaté. Il est chauffeur ambulancier. Lui aussi est venu chercher fortune en Nouvelle-Calédonie. Très jeune, il a appris à gagner sa vie car son père est mort quand il n'avait que dix ans. Malia et Michel se marient six ans après, en 1962. Ils auront sept enfants et vont partager une longue vie de labeur.

Tout d'abord, ils s'installent à Nouméa pour faire du commerce avec un Chinois de Tahiti, non naturalisé et qui avait, de ce fait, besoin d'eux pour prendre la patente à sa place. Michel utilise les camions du Chinois pour faire du transport dans les mines de nickel près de Thio. Il monte une station d'essence et un garage avec un magasin de pièces détachées pour les camions. Malia tient le snack avec le Chinois. Puis, Michel achète une camionnette et fait du commerce avec les tribus (produits manufacturés contre produits vivriers qu'il revend au marché). Malia s'occupe, en plus, du snack et ouvre une salle de jeu avec des billards. C'est une nouveauté dans les années 60. Ce sont les premiers à ouvrir une salle de jeux. En 1970, ils commencent à louer des chambres et ouvrent une pension de famille. Enfin, ils montent une entreprise de transport en commun à Magenta. Leur réseau de cars va jusqu'à Koutio. Puis, ils créent une compagnie maritime qui assure la desserte entre Nouméa, 'Uvéa et Futuna. Ensuite, ils reviennent à 'Uvéa et à Futuna avec leur fils pour fonder des succursales d'aconage et de transport en commun. Les débuts sont difficiles car les gens paient le transport avec des ignames ou avec rien du tout. Mais ils parviennent à s'implanter lorsque l'administration leur accorde le transport scolaire. Ils achètent des maisons à Tahiti, en Australie puis à Nouméa dont une grande résidence avec piscine, au Mont-Dore où toute la famille peut venir leur rendre visite. Ils continuent toujours à travailler dans les affaires. Aujourd'hui, Malia partage son temps entre Nouméa et 'Uvéa car une partie de ses enfants est revenue vivre à 'Uvéa.

Cette vie est typique d'une ascension sociale à l'américaine, et très loin de la mentalité uvéenne traditionnelle. Malia et Michel fréquentent peu les autres Uvéens car selon la « coutume » les riches doivent partager et nombreux sont ceux qui les sollicitent. Ils fréquentent surtout les Tahitiens et les Européens,

mais ils n'ont pas trop le temps de faire la fête car ils travaillent beaucoup. Malia a travaillé dur mais ne regrette rien. Elle a réalisé son rêve: vivre comme les Européens. C'est un exemple d'émigration réussie.

Le troisième personnage est lui aussi devenu un marginal dans son propre pays.³ Pötino F. est né en 1918. Lorsqu'il quitte son île en 1951, c'est un peu malgré lui qu'il part, mais il n'a pas le choix car son engagement politique lui a valu d'être excommunié.⁴ Originaire de Hihifo et de famille 'aliki, il a fait ses études au séminaire de Lano pour devenir prêtre. Sa mère étant gravement malade, il doit suspendre ses études pour s'occuper d'elle car c'est l'aîné de la famille. Il fait annuler son ordination et devient diacre en septembre 1943. En 1946, il épouse une descendante en ligne directe de la royauté. Il travaille comme enseignant à Lano en 1947.

Son départ se place dans un contexte particulier. Comme nous l'avons dit, après le départ de l'armée américaine, le travail sur ordre ne suscite pas l'enthousiasme. En plus de ces travaux non rétribués, comme le déchargement des bateaux au wharf, la rénovation de l'hôpital, il fallait ajouter les travaux communs réclamés par les chefs de village en accord avec la « coutume » (*fatogia, a'abi*). Le mécontentement grandit car des hommes de 'Ālele dans le district de Hihifo ont été mis en prison pour avoir refusé les travaux sur ordre.

Le 4 mars 1950, Pötino est l'instigateur des troubles qui vont survenir. La population de Hihifo fait d'abord part au résident Cresson de ses doléances concernant le travail sur ordre. Mais le 10 avril, le résident qui se rend à Hihifo ne parvient pas à imposer son point de vue et la population de Hihifo avec Pötino en tête demande la destitution du roi Pelenato Fuluhea. Celui-ci abdique sous la pression populaire. Il est remplacé par Kapeliele Tufele soutenu par les familles 'aliki de Hihifo et Hahake alors que la Mission et l'administration souhaitaient l'élection de Victor Manuele Brial (métis de famille royale).

Finalement tous ceux qui se sont révoltés tombent en disgrâce, parmi eux Pötino, qui est excommunié par la Mission pendant un an. À l'issue de cette affaire le gouverneur de Nouvelle-Calédonie, Cournarie, déclare le 24 avril lors de son passage à 'Uvéa que les travaux sur ordre: wharf, routes, dispensaire seraient désormais payés. Le reste serait ordonné au gré des chefs de village. Mais l'agitation née entre Hihifo et Hahake se poursuit. L'année suivante, des

hommes tombent en embuscade à Falaleu et à Vaitupu et sont tués. Les relations sont rompues entre les deux districts en attendant l'apaisement.

Pötino préfère donc partir en 1951. Son ami, Victor Manuele Brial, dont la famille jouera ensuite un rôle politique, lui trouve un emploi dans une fabrique de chaussures à Nouméa et lui paie le voyage. Plus tard, il devient contremaître dans une scierie à Farino qui emploie des Uvéens. Ces derniers sont recherchés, car ils sont travailleurs. Au début, il est logé dans un baraquement, puis, quand arrive sa famille, deux ans plus tard, il acquiert un terrain à La Foa grâce à un prêt que lui accorde son entreprise. La scolarité de ses huit enfants ne se poursuit pas sans difficultés car toutes les écoles privées, les unes après les autres, les refusent, du fait de l'excommunication de leur père. Ils vont donc à l'école publique. Tous obtiendront des emplois salariés bien rémunérés.

Sur le plan politique Pötino a suivi Victor Manuele Brial et tous deux ont œuvré pour l'établissement du statut de TOM en 1961 et ont fondé l'UNR (Union pour la Nouvelle République, parti du Général de Gaulle).

Pour ces expatriés, l'éveil politique a été lent. Leur participation a été d'abord timide, car ils n'ont pas eu le droit de vote avant 1961. Au début, quelques-uns étaient partisans de l'Union Calédonienne, puis la majorité d'entre eux se rapproche du RPCR (Rassemblement pour la Calédonie dans la République) surtout pendant les événements des années 80. Ils ont eu peur d'être chassés comme aux Nouvelles-Hébrides. Ils marquent leur fidélité à la France tel Atelemo Taofifenua. Parallèlement, Kalepo Muliava, ancien condisciple de Jean-Marie Tjibaou au séminaire, crée un journal en langue uvéenne « *Fetu'u 'abo* » (l'Étoile du matin). Il impulse un nouveau souffle politique propre à mettre en valeur l'identité uvéenne. Toutes les réunions électorales se terminent par un chant traditionnel uvéen à la gloire de la communauté. Après « Coutume et progrès » et « Uvea mo Futuna », il fonde le parti de l'Union Océanienne, mais meurt en 1989. Par la suite, Aloisio Sako essaie de se rapprocher du FLNKS (Front de la Libération National Kanak Socialiste) en créant le RDO (Rassemblement Démocratique Océanien), mais les mélanésiens restent méfiants suite à l'attitude des Uvéens et Futuniens pendant les événements. Ce petit parti ne peut intégrer le FNLKS qu'en 1998.

Depuis le début des années 80, on observe que les Uvéens et Futuniens de Nouvelle-Calédonie ont cessé d'envoyer autant de biens de consommation et d'argent à leurs familles restées au *fenua*, c'est à dire dans leur pays d'origine, à 'Uvéa. Ils continuent cependant, de nos jours, à financer l'édification et la rénovation des églises d'Uvéa et Futuna (*Te Fenua* (Matä'utu, 'Uvéa, Wallis & Futuna) 11 Mars 1993: 10–11). Tandis que les habitants de 'Uvéa et Futuna envoient maintenant de l'argent à Nouméa pour aider à la scolarité de leurs enfants. Il existe une grande mobilité de la population entre les trois îles. Certains jeunes de 'Uvéa et Futuna ne sont jamais venus au *fenua*, d'autres ne parlent plus la langue uvéenne ni la langue futunienne. Leurs parents, ignorant le français, étaient fiers qu'ils le parlent mieux qu'eux et n'ont pas favorisé l'apprentissage de leur langue maternelle, surtout s'il s'agissait de couples mixtes. La « coutume » et ses pratiques reculent car le phénomène d'individualisation s'accélère chez les jeunes qui préfèrent s'intégrer au modèle de consommation dominant plutôt que de rester marginalisés. L'acculturation progresse donc à Nouméa mais aussi à 'Uvéa et Futuna.

Pourquoi avoir choisi l'exemple de ces trois personnes?

Marginalisés dans leur pays d'origine et poussés par des motivations différentes, ils cherchent à adopter le modèle européen. La société de consommation représentée par le modèle américain les a fascinés. C'est l'exemple d'une émigration réussie qui va à l'encontre de ce qui est dit sur les squatters, les voleurs et délinquants uvéens et futuniens de Nouméa.⁵

Les Uvéens devenus Calédoniens

De nos jours, le modèle calédonien a fait des émules parmi les Uvéens restés au pays. D'autant plus que, beaucoup d'entre eux, grâce au partage des terres appartenant aux villages, ont investi dans des maisons qu'ils sont revenus occuper ou qu'ils louent aux fonctionnaires. La plupart viennent régulièrement rendre visite à leur famille.

Cependant, actuellement, une partie des Européens, des Calédoniens et des Mélanésien n'apprécient pas les Uvéens qui vivent en Nouvelle-Calédonie. On note dans les caricatures dessinées dans certains journaux, dans les blagues et les propos qu'ils tiennent une tendance au racisme semblable à

celle que l'on observe en France à propos des Arabes émigrés. Il est difficile pour eux de se débarrasser de leurs préjugés. Les dessins d'humour représentent les Uvéens comme des videurs de boîtes, impressionnants comme des gorilles, avec le front étroit et le menton lourd et proéminent ou bien comme Obélix en l'appelant Wallix, Obélix représentant l'homme fort et gentil mais peu intelligent. Dans les blagues, les Uvéens apparaissent comme forts mais dépourvus de l'intelligence la plus élémentaire. On leur reproche aussi d'être agressifs, violents, bagarreurs, malhonnêtes, voleurs, sans-gêne, se comportant comme en pays conquis. Parfois certains disent comme pour les excuser: ils sont fiers, ce sont des guerriers; d'autres disent: c'est du bétail. On leur reproche aussi de vivre dans des squats, d'envahir progressivement la Nouvelle-Calédonie. Certaines personnes expliquent tous ces défauts en disant qu'ils se sont placés du côté de l'ordre lors des événements des années 84-88 et que depuis certains Mélanésiens leur manifestent un certain ressentiment.

Il faut souligner que les Uvéens de Nouvelle-Calédonie se considèrent comme travailleurs, forts physiquement, résistants et assidus au travail. C'est pour cette raison, selon eux, que les patrons les ont embauchés dans les mines de préférence aux Mélanésiens.

Cependant, de nos jours, si l'on trouve beaucoup d'employées uvéennes dans les boutiques de Chinatown, bon nombre d'Uvéens travaillent à leur compte ou bien sont cadres dans les entreprises privées ou publiques. Leur réussite sociale peut être considérée comme enviable.

Les habitants de 'Uvéa considèrent que les Uvéens expatriés en Nouvelle-Calédonie ne connaissent plus rien de la « coutume ». L'apprentissage et la pratique du *kava*, par exemple, ne répondent plus du tout aux critères observés à 'Uvéa. Les Uvéens de Nouvelle-Calédonie ont parfois perdu jusqu'à la pratique de la langue uvéenne. Ils ne parlent la langue souvent que de façon monocorde sans respecter le rythme et l'accent qui caractérisent la langue de 'Uvéa. Ils sont accusés d'avoir assimilé les coutumes *papâlagi* et d'aimer l'argent autant qu'eux. En cas de crime commis à 'Uvéa, généralement, on est porté à croire que le criminel a vécu longtemps à Nouméa. Seul l'éloignement dans un lieu dépravé, loin du *fenua*, peut conduire les Uvéens à se mal conduire.

Certains Uvéens envisagent assez mal le retour des expatriés de Nouméa, car ils doivent partager leurs terres avec eux. Ces derniers, conscients de la valeur de l'argent, ont tendance à être exigeants et dotés d'un esprit mercantile. La terre représente pour eux une valeur financière et très souvent ils ne se souviennent plus des limites fixées sur les terrains.

Les Uvéens de Nouvelle-Calédonie sont cependant appréciés lorsqu'ils participent au *fatogia* en envoyant de l'argent pour la construction ou la réfection d'une église par exemple. Dans ces cas là, un '*umu fetānaki* leur est toujours réservé.

Les Uvéens de Nouvelle-Calédonie voient le *fenua*, 'Uvéa, de façon un peu idéalisée. C'est la mère patrie, la terre de leurs ancêtres, celle qui garantit leur identité grâce aux *kātuga* desquels ils peuvent se réclamer. Les terres de 'Uvéa n'étant pas à vendre, tout Uvéen de Nouvelle-Calédonie peut revendiquer son appartenance familiale à un bout de terre. C'est aussi 'Uvéa qui est la référence et la gardienne de la coutume. Si à 'Uvéa le phénomène d'acculturation devient aussi important qu'en Nouvelle-Calédonie, c'est pour les Uvéens de Nouvelle-Calédonie la fin de l'identité uvéenne.

Venus comme de simples émigrés et non en conquérants comme les Uvéens venus s'installer à 'Uvéa lalo,⁶ le drame des Uvéens de Nouvelle-Calédonie est qu'ils ne peuvent rattacher leur système de chefferie à aucune terre en Nouvelle-Calédonie. L'existence de martyrs, suite à des conflits, pourrait leur conférer une certaine légitimité à vivre sur la terre calédonienne. Le sang versé crée un mythe et des ancêtres, et la terre a une histoire. La possession de la terre est donc le problème majeur. Les Uvéens et Futuniens ne peuvent faire partie de la Nouvelle-Calédonie s'ils ne possèdent pas de terres. Un exemple de ce drame a eu lieu lors de la résolution partielle du conflit de la Mission de Saint Louis où les Uvéens et Futuniens ont dû déménager sous la pression des opposants mélanésien qui y vivaient également. Vivre sur une terre en Nouvelle-Calédonie n'est donc actuellement pas légitime pour les Uvéens et Futuniens. Cependant ils ont essayé d'organiser, sur cette terre d'accueil, un système de chefferie particulier. Chaque ville, peuplée majoritairement d'Uvéens et de Futuniens comme Païta, Mont-Dore, Dumbéa, Plum, est divisée en *kalasi* (partie d'un village). À la tête de chacune de ces *kalasi* se trouve un représentant. Ils se réunissent très souvent pour des *fono*. À Païta,

le *falefono* a été offert par la mairie. Un chef ou *pule* est élu pour s'occuper de toutes les *kalasi* et est en liaison avec les différents représentants des *kalasi*. Son rôle est de rester en contact avec le maire de la ville et avec les représentants du gouvernement et des organisations locales. Mais il existe un autre système de chefferie parallèle à celui-ci, et son action n'est pas simplement locale. Ce système est relié au *fenua*. Des Uvéens et Futuniens, dont les *ketuga* se trouvent répartis dans différents villages au *fenua*, se trouvent réunis dans la même *kalasi* en Nouvelle-Calédonie. Mais ils possèdent localement un représentant pour chaque village dont ils dépendent au *fenua*. Chaque Uvéen ou Futunien appartient donc à son district d'origine: Mu'a, Hahake, Hihifo. Chaque district est représenté localement par un *faipule*, élu en Nouvelle-Calédonie et intronisé par le Père Sagato, membre de l'Église catholique, qui lui confère sa légitimité en représentant le Lavelua. Chaque *faipule* est en relation directe avec le *faipule* du district correspondant, au *fenua*. Il y a deux *faipule* pour Mu'a, deux pour Hahake, un pour Hihifo. Ils sont appelés présidents, *pelésitá*, à 'Uvéa.

Les Uvéens de Nouvelle-Calédonie se considèrent comme des gens fiers, des guerriers. Ils sont très pointilleux sur les règles de politesse et ont tendance aux réactions impulsives si on ne les respecte pas. Pour eux, la force physique constitue toujours une valeur. Les nouvelles générations sont pour la plupart ignorantes des règles de politesse et de préséance entre '*aliki*'. Tout se passe comme si l'importance du rang '*aliki*' et des *bologa* passait au second plan du fait que les Uvéens évoluent en Nouvelle-Calédonie dans une société de type occidental où les valeurs traditionnelles disparaissent au profit de l'argent et de la réussite sociale. Les critères de distinction n'ont plus lieu qu'à l'occasion des cérémonies dirigées par les plus anciens. C'est en ces occasions de confrontation (réunion de famille, réunions avec des membres de la chefferie, etc.) que la recherche identitaire peut s'exercer.⁷ On observe une sorte d'inversion du statut des *tu'a* (gens du peuple) qui prennent leur revanche sur les '*aliki*'. Ils s'imposent par leurs salaires. Ils disposent de voitures, de terrains. Le fait d'être '*aliki*' en terre étrangère n'apporte rien de plus.

À 'Uvéa, on se dit Uvéen lorsqu'on sait utiliser le sabre d'abattis. C'est à dire lorsqu'on est capable de cultiver ses plantations pour honorer la « coutume » en offrant les fruits de son labeur. En Nouvelle-Calédonie, respecter la coutume n'est plus aussi simple, peu d'Uvéens possèdent

suffisamment de terrain pour cultiver des ignames, du manioc, élever des cochons, ou avoir un poulailler. Les règles de la vie urbaine restreignent ce genre de possibilités. L'observation de la coutume était encore pertinente du temps où les émigrés de la première génération se réunissaient. De nos jours, les Uvéens sont éparpillés sur le territoire et leur communauté, faute de *kátuga*, ne peut plus observer le *fatogia* si ce n'est en rapport avec le *fenua* d'origine. Quelques familles continuent d'échanger des *fagona* et de faire un petit *kátoaga* lors des fêtes de familles importantes comme les communions, mariages, décès. La plupart, en ces occasions, achètent des nattes et des cochons. Le fait que tous les membres de la communauté uvéenne soient dispersés induit l'inutilité d'observer la coutume. La solidarité nécessite une certaine proximité. Les réseaux familiaux continuent d'être activés et sont renforcés par les allées et venues et les échanges des membres de la famille vivant à 'Uvéa et à Nouméa, mais l'unité du village permettant le *fatogia* n'existe plus. Par conséquent, l'exercice de la coutume perd son sens.

La jeune génération a participé par ses parents et grands-parents à l'effort de construction du pays et se sent chez elle. Elle recherche une intégration qui s'avère cependant difficile. En effet, les jeunes oscillent entre deux cultures d'attraction égale. Les valeurs qui caractérisent leur culture initiale se sont effritées et ne sont plus pertinentes dans la société actuelle. On assiste à une folklorisation de la « coutume » (danses, cérémonie du *kava*). Les *fagona* finissent même par apparaître comme une opération coûteuse. En outre, les jeunes gens refusent des aspects contraignants de la « coutume » dans un environnement essentiellement occidental, tels ceux concernant la sexualité, le respect dû aux aînés.

Le métissage devient en Nouvelle-Calédonie un phénomène relativement important. Il existe aussi bien avec des Calédoniens qu'avec des Mélanésiens ou des métropolitains. Beaucoup de métis revendiquent cependant leur appartenance à la culture uvéenne de par leurs traits et la couleur de leur peau, mais aussi par le respect un peu mythique qu'ils portent au *fenua*.

Dans les couples mixtes, chaque membre alterne entre les deux cultures et obéit à leurs codes respectifs. Selon les lieux, les membres de la famille rencontrés, on adapte sa conduite et l'on ignore les *tapu*.

Les valeurs occidentales sont de plus en plus prisées: goût pour l'argent et la réussite sociale et le bien-être individuel à travers la société de consommation. Les parents uvéens, souvent obligés de travailler dur, ont poussé leurs enfants à s'intégrer, à maîtriser la langue française pour réussir leur scolarité. Mais en plus de ce souci d'intégration, la dispersion des familles a limité la transmission de la culture d'origine, qui, basée sur l'oralité et l'observation, a besoin d'un contexte familial et villageois pour pouvoir s'exercer.

Les grands-parents, les parents, toujours en relation avec des membres du *fenua*, sont soucieux de ne pas voir disparaître leur culture. Ils tentent d'initier et d'éduquer les jeunes au travers de la création d'associations culturelles comme l'ASASP à Païta pour les hommes: « Association de solidarité et d'action sociale de Païta » et pour les femmes l'AESCAP: « Association d'entraide sociale, culturelle et artisanale de Païta ». Des personnes âgées et compétentes sont chargées d'apprendre la langue et les coutumes uvéennes à la jeunesse. Le but de ces associations est aussi de lutter contre l'échec scolaire par des moyens de soutien, de lutter contre la délinquance et le mal vivre, d'aider à la recherche d'un emploi, d'initier à la pratique de l'artisanat.

Pour un bon nombre d'Uvéens, venus après la Seconde Guerre mondiale, cependant, on peut parler d'ascension sociale et les raisons qui les ont poussés à quitter leur pays trouvent ainsi leur justification. De nos jours, les rêves de fortune vite faite occupent toujours l'esprit des jeunes en quête d'emploi. Et l'on observe ainsi un afflux constant de jeunes qui viennent à Nouméa pour finir leurs études ou chercher un travail que le *fenua* peut de moins en moins leur offrir. De ce fait, le lien identitaire avec la mère patrie n'est jamais coupé. Les jeunes continuent donc à poursuivre une double aspiration, celle de l'intégration et celle du respect de ses ancêtres.

Beaucoup d'Uvéens sont conscients de la situation de malaise dans laquelle ils vivent. Ils craignent que l'acculturation progressive du *fenua* n'engendre à la longue la disparition de leur culture et de leur identité car disent-ils: « *Fenua tokakovi* », le *fenua* est mal assis (Mikaele Vaimua, communication personnelle).

Notes

1 « À Uvea, du fait de l'oryctes, la production de coprah annuelle chute de 596 tonnes entre 1930–1935, à 135 tonnes pour la période 1946–1950 et à 53 tonnes par années de 1956 à 1959 » (Roux 1979: 20–5).

2 Tous ces éléments biographiques m'ont été communiqués par ces trois personnes elles-mêmes.

3 Notes personnelles de Poi Fotofili.

4 Son excommunication dura un an, celle des habitants de Hihifo six mois.

5 Cette réussite ne doit pas cacher les difficultés rencontrées au départ par ces migrants comme le souligne Albert Likuvalu: « Mais à côté de ces avantages, la situation se présentait plutôt pleine d'inconvénients et de toute sorte de problèmes qui allaient faire regretter les îles natales. Dans un premier temps, ces émigrants n'avaient pas encore de nationalité officielle, ce qui compliquait énormément la situation. Ils n'avaient pas l'habitude des papiers administratifs, n'ayant jamais eu l'occasion auparavant d'en faire faire. Ils n'admettaient pas ou ne savaient pas l'existence des droits spéciaux en tant que travailleurs et croyaient encore pouvoir agir comme dans les îles d'origine. Des problèmes très compliqués allaient donc se poser à eux dès leur arrivée dans les îles de destination et plusieurs étaient sur le point de tout abandonner et de rentrer à Wallis et Futuna. Mais comme ils avaient déjà, pour la plupart, signé un contrat et que les liaisons maritimes marchaient très mal, ils s'étaient trouvés dans l'obligation de rester et d'accepter leurs conditions nouvelles vie. [...] Mais le plus gros handicap était la langue, car ils ne parlaient pas le français » (Likuvalu, 1979: 15).

6 Il s'agit de l'île de Ouvea, aux îles Loyauté, en Nouvelle-Calédonie. D'après F. Ozanne-Rivière, les Uvéens auraient émigrés à Ouvea vers la fin du XVIII^e siècle et lui auraient donné le nom d'Uvea lalo (Ozanne-Rivière 1976; cf. Guiart; Angleviel, 1989).

7 Un *'aliki*, descendant de famille royale, tenta de se confronter à un autre *'aliki* qui lui était inférieur sur le plan hiérarchique. L'ainé s'est assis et l'autre est resté debout. L'ainé a demandé: « Est ce que j'ai commis une faute pour que tu viennes me voir? » (cette phrase montre l'humilité de celui qui accueille). Le jeune *'aliki* a souri et a fixé l'autre dans les yeux (ce qui est contraire aux règles de la politesse). Le plus âgé a baissé les yeux. L'autre s'est adressé à lui en français. Le jeune *'aliki* n'a pas répondu aux attentes de son aîné. Il a refusé d'entrer dans un système de relations codées qui auraient dû correspondre à son milieu mais qu'il ignorait vraisemblablement.

References

- Angleviel, Frédéric. 1989. *Contacts et migrations entre les archipels de Wallis et Futuna et la Nouvelle-Calédonie au XVIIIe et au XIXe siècle*. Papeete: Université Française du Pacifique.
- Likuvalu, Albert, and Roux, Jean-Claude. 1979. 'Histoires et migrations à Wallis et Futuna'. *Bulletin de la Société d'Études historiques de Nouvelle-Calédonie*, (Nouméa), n° 40: 12–19.
- Ozanne-Rivière, F. 1976. *Le Iaai, langue mélanésienne d'Ouvea (Nouvelle-Calédonie), Phonologie, Morphologie, Esquisse syntaxique*. SELAF, (Langues et Civilisations à Tradition Orale, 20), Paris. (243 pp.)
- Roux, J.-C. 1979. 'Migrations et mutations dans la société wallisienne: I'. *Bulletin de la Société d'Études Historiques de la Nouvelle-Calédonie*, (Nouméa), n° 40: 20–5.
-

